

# **GE\_GERICHTE ACJC/954/2015 vom 20. März 2015**

GE Cour de justice, 2015-03-20, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_954\\_2015](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_954_2015)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/954/2015 du 20 mars 2015

IT: GE\_GERICHTE ACJC/954/2015 del 20 marzo 2015

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

S'agissant d'une procédure de mainlevée, seule la voie du recours est ouverte (art. 319 let. b et 309 let. b ch. 3 CPC). La procédure sommaire s'applique (art. 251 let. a CPC).

- 3/5 -

C/278/2015 Aux termes de l'art. 321 al. 1 et 2 CPC, le recours doit, en procédure sommaire, être introduit auprès de l'instance de recours dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée. Le courrier adressé au Tribunal, qui doit être considéré comme un recours, a été déposé dans le délai prescrit et selon la forme requise par la loi, de sorte que le recours est recevable. Le courrier adressé à la Cour par un tiers à la procédure ainsi que celui de l'intimée, adressé en réponse audit courrier, ainsi que ses annexes, après que la cause a été gardée à juger, sont en revanche irrecevables.

### **E. 1.2**

Les conclusions, les allégations de fait et les preuves nouvelles sont irrecevables (art. 326 al. 1 CPC). Il s'ensuit que la recourante n'est pas recevable à produire devant la Cour l'original du commandement de payer, poursuite n° 1\_\_\_\_\_, qu'elle n'avait pas déposé, ne serait-ce qu'en copie, avec sa requête de mainlevée.

### **E. 2**

Il ressort des explications fournies par la recourante qu'elle considère qu'il appartenait au Tribunal de lui signaler que les pièces fournies n'étaient pas suffisantes.

### **E. 2.1**

Selon l'art. 132 al. 1 CPC, le tribunal fixe un délai pour la rectification des vices de forme telle l'absence de signature ou de procuration. A défaut, l'acte n'est pas pris en considération. L'art. 132 al. 1 CPC permet de réparer certaines inadvertances qui surviennent parfois lors du dépôt d'un acte. Il se rapporte textuellement à des vices de forme; le plaideur ne peut donc pas s'en prévaloir afin de remédier aux éventuelles insuffisances de ses moyens au fond (arrêt du Tribunal fédéral 4A\_659/2011 du

### **E. 2.2**

En l'espèce, le Tribunal a rejeté la requête de mainlevée au motif que le commandement de payer n'avait pas été produit avec la requête. Celle-ci indiquait pourtant, de manière certes erronée, qu'était joint en annexe un commandement de payer, poursuite n° 1\_\_\_\_\_, du 26 novembre 2014.

- 4/5 -

C/278/2015 Dans la mesure où ledit commandement de payer était mentionné et où son absence relevait a priori d'une inadvertance de la requérante, qui comparaisait en personne, il appartenait au Tribunal de lui impartir un bref délai pour produire la pièce manquante. Le Tribunal ne pouvait donc pas débouter la requérante de ses conclusions en se fondant sur l'absence de production du commandement de payer, mais il devait l'interpeller pour corriger ce vice de forme. Le jugement entrepris sera dès lors annulé et la cause lui sera renvoyée pour qu'il statue sur la requête de mainlevée, le fond de la cause n'ayant pas été examiné par le Tribunal (art. 318 al. 1 let. c ch. 1 CPC). 3. Les frais de la procédure d'appel seront arrêtés à 300 fr. et compensés avec l'avance fournie, qui reste acquise à l'Etat à concurrence de ce montant. Le solde de 300 fr. sera restitué par les Services financiers du Pouvoir judiciaire à la recourante qui en avait fait l'avance.

La répartition des frais sera déléguée au Tribunal (art. 104 al. 3 CPC). \* \* \* \* \*

- 5/5 -

C/278/2015 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté par A\_\_\_\_\_ Sàrl contre le jugement JTPI/3616/2015 rendu le 20 mars 2015 par le Tribunal de première instance dans la cause C/278/2015-JS SML. Au fond : Annule ce jugement. Cela fait, statuant à nouveau : Renvoie la cause au Tribunal pour nouvelle décision. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires de recours à 300 fr. et les compense avec l'avance fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève à concurrence de ce montant. Ordonne aux Services financiers du Pouvoir judiciaire de restituer la somme de 300 fr. à A\_\_\_\_\_ Sàrl. Délègue au Tribunal la répartition des frais judiciaires du présent recours. Siégeant : Monsieur Laurent RIEBEN, président; Madame Fabienne GEISINGER-MARIÉTHOZ, Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Céline FERREIRA, greffière.

Le président : Laurent RIEBEN

La greffière : Céline FERREIRA

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

## **E. 7**

décembre 2011 consid. 5 et les références citées). Parmi les vices qui peuvent être réparés figure notamment l'absence de production des titres invoqués comme moyen de preuve (GSCHWEND/BORNATICO, in Basler Kommentar, Schweizerische Zivilprozessordnung, 2ème éd., 2013, n. 13 ad art. 132 CPC; WEBER, in Kuko, Schweizerische Zivilprozessordnung, 2ème éd., 2013, n. 5 ad art. 130-132 CPC; FREI, in Berner Kommentar, Schweizerische Zivilprozessordnung, 2012, n. 18 ad art. 138 CPC).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.